



ARRÊTÉ DU MAIRE N° 2024.07.25/910

Thème : TRAVAUX.

Objet : Autorisation d'installation d'une grue avec survol du domaine public délivrée à la société AMC pour la construction de la résidence des Cîmes avenue René Froger, du 02 septembre 2024 au 31 mars 2025.

Le Maire de la ville de Briançon (Hautes-Alpes),

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article L 130-4 et l'article R 417-10,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article R.411-25,
- Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5,
- Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R 116-2,
- Vu le Règlement Sanitaire Départemental et notamment l'article 99.7,
- Vu la demande effectuée par la société AMC le 23 juillet 2024,
- Considérant qu'il convient, pour des raisons d'ordre et de sécurité publique et afin de permettre le bon déroulement d'une installation de grue, de prendre toutes les mesures nécessaires,

ARRÊTE

Article 1 : Autorisation d'installation d'une grue avec survol du domaine public délivrée à la société AMC pour la construction de la résidence des Cîmes avenue René Froger, du 02 septembre 2024 au 31 mars 2025.

Type de grue : POTIN HUP 40 30

N° de série : 613 513

Article 2 : En absence de charge sur la flèche et lors de la mise en girouette, la grue est autorisée à survoler le domaine public décrit sur le plan d'implantation de celle-ci. Cette réglementation est matérialisée par la mise en place de la signalisation réglementaire de chantier par la société AMC notamment concernant les zones de survol d'hélicoptères conformément aux textes en vigueur.

Article 3 : Monsieur le Maire ou son représentant pourra à tout moment demander l'arrêt d'utilisation de la grue, si sa mise en service engendre des nuisances ou des risques pour les riverains et usagers.

Article 4 : La société AMC prend toutes les précautions afin de limiter les chutes de matériaux sur les voies publiques empruntées par son matériel. L'entreprise effectuera

en permanence les nettoyages nécessaires. Les dégradations éventuelles de la chaussée seront à la charge de l'entreprise. En cas de manquement nécessitant l'intervention des services techniques de la ville ou d'une entreprise, celle-ci sera réalisée à la charge exclusive de l'entreprise responsable des travaux.

Article 5 : La sécurité des piétons ainsi que celle des personnes à mobilité réduite doit être constamment assurée par la société AMC notamment par la mise en place d'un cheminement piétonnier.

Article 6 : Cette réglementation est matérialisée par la mise en place de la pré-signalisation et de la signalisation règlementaire par la société AMC conformément aux textes en vigueur.

Article 7 : Conformément à l'article R.411-25 du Code de la Route, les dispositions définies dans le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation règlementaire.

Article 8 : Tout véhicule se trouvant en infraction avec le présent arrêté est considéré comme gênant et peut être remis en fourrière outre les amendes encourues par le contrevenant.

Article 9 : Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de publication et/ou notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Article 10 : Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution à Messieurs :

- le Commandant du corps de police urbaine,
- le responsable de la police municipale,
- le directeur des services techniques,
- les services techniques communaux
- la société AMC.

Article 11 : Copie sera adressée à :

- le centre de secours principal,
- la C.C.B.

Fait à Briançon, le 31 JUIL. 2024

René MICHEL

Le conseiller municipal délégué à la sécurité



Notifié le : 31 JUIL. 2024